

Site sûr – Document type

L'accord cadre de TMA et de DSMP prévoit que les prestations s'exécutent dans des centres de service (CDS) du Titulaire. Les centres de services disposent pour la réalisation des prestations d'un accès au SI de FranceAgriMer et aux plateformes de développement mises à disposition par FranceAgriMer.

Le présent document a pour objet de définir le plan type du dossier « site sûr » que devra rédiger le Titulaire pour présenter les dispositions de sécurité de ses centres de service et les responsabilités des parties prenantes. Il précise également les exigences techniques et de sécurité de FranceAgriMer. Le document « site sûr » devra être validé par le RSSI de FranceAgriMer préalablement à sa mise en œuvre.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité 1) de ses prestations, 2) des traitements et données de FranceAgriMer mis à disposition 3) et de l'accès au SI de FranceAgriMer, conformément aux exigences de sécurité fixées dans le CCTP chapitre 9 de l'accord cadre.

Le Titulaire veillera également à préciser les modalités d'adaptation de l'organisation du centre de services vis-à-vis des mesures générales prises par le Gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie Covid-19.

Fiche de suivi du document

Révision

Version	Date de mise à jour	Auteur de la mise à jour	Objet de la mise à jour
1.0			Création
1.x			Les modifications apportées dans le document site sûr sont les suivantes :
1.x			

Validation

Version	Date de validation FranceAgriMer
1.0	
1.x	
1.x	

Table des matières

1	Préambule.....	4
2	Présentation/Contexte.....	4
3	Architecture générale	4
	3.3.1 Raccordement au réseau de FranceAgriMer	5
	3.3.2 Réseau de supervision	5
	3.3.3 Capacité et disponibilité des liaisons télécoms du cds	6
4	Besoins d'échanges avec FranceAgriMer	6
5	Sécurité physique des locaux.....	7
7	Organisation de la sécurité	10
8	Modalités d'adaptation de l'organisation du CDS vis-à-vis de l'épidémie Covid-19	10
9	Modalités de réalisation des audits	11
	Fin du document	11

Document type « site sûr »

(version du 04/02/2021)

1 Préambule

Le présent document doit être complété par le candidat en respectant le découpage et les paragraphes proposés.

Les exigences minimales dont la mise en œuvre est attendue sont indiquées en italique en début du paragraphe auquel elles se rapportent.

Le Titulaire doit confirmer la bonne prise en compte de ses exigences en détaillant les modalités de mise en œuvre au sein du centre de services.

2 Présentation/Contexte

Le Titulaire présente dans ce paragraphe les principales caractéristiques de son centre de services

3 Architecture générale

3.1 Principes généraux

Sécurité physique :

Exigence : Le Centre de Service comprend un espace physique dédié aux prestations de FranceAgriMer. Cet environnement physique permet la mise en place d'un dispositif de restriction des accès, et dispose de postes informatiques dédiés.

Sécurité logique :

Exigence : Les postes informatiques concernés sont également dédiés à FranceAgriMer, à accès restreints, ainsi que leur écosystème.

Traçabilité des actions utilisateurs et sécurité des données de journalisation :

Exigence : Tous les accès, tant physiques que logiques doivent bénéficier d'une traçabilité. L'accès à ces données de traçabilité doit également être restreint.

3.2 Architecture globale du prestataire

Le titulaire présente l'architecture à l'aide d'un schéma permet de situer le site sûr dans l'ensemble du réseau du titulaire.

Exigence : Les postes du CDS sont dans un réseau dédié, cloisonné vis-à-vis du SI du titulaire. Les seuls flux autorisés sont ceux permettant leur fonctionnement, leur supervision et leur mise à jour. Le titulaire précisera la matrice de flux envisagée entre ces postes et son SI.

Gestion des accès distants des collaborateurs du CDS :

Exigence : Le titulaire doit mettre en place un dispositif d'accès distant de secours pour les collaborateurs du CDS intervenants sur les prestations de FranceAgriMer aux ressources du CDS prévues pour les prestations. Ce mode d'accès distant doit pouvoir être activé en cas de mise en place par le Gouvernement de mesures générales dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

L'accès distant des collaborateurs du Titulaire devra obligatoirement se faire par l'intermédiaire du CDS. Le titulaire précisera la solution, notamment en termes d'authentification, et précisera également les flux concernés dans la matrice de flux.

3.3 Architecture du Site sûr

3.3.1 Raccordement au réseau de FranceAgriMer

Exigence : L'accès au réseau de FranceAgriMer se fait via un VPN IPSec. Les équipements réseaux doivent permettre le filtrage des flux entre le titulaire et FranceAgriMer, tant en entrée qu'en sortie, et permettre la translation des adresses entre les deux zones réseau.

Exigence : Certaines ressources de FranceAgriMer sont publiques, et doivent donc être accédées depuis Internet. La solution envisagée par le titulaire doit pouvoir assurer la résolution de deux types d'adresses, publiques ou privées, et permettre un accès à Internet filtré. Le titulaire précise la solution de filtrage envisagée.

Exigence : Cette solution doit également pouvoir prévenir tout conflit d'adressage entre le titulaire, FranceAgriMer, et éventuellement d'autres clients du titulaire.

Exigence : Ces solutions peuvent être logiques ou physiques, mais le cloisonnement doit être effectif et pourra être audité.

3.3.2 Réseau de supervision

Exigence : Les échanges entre les postes du CDS et :

- *FranceAgriMer*
- *Internet*
- *Le SI du titulaire*
- *Accès télétravail, le cas échéant doivent être tracés et supervisés. Le titulaire doit proposer une revue régulière de ces traces.*

3.3.3 Capacité et disponibilité des liaisons télécoms du cds

Exigence : Les liaisons télécoms Internet utilisées pour l'accès au SI de FranceAgriMer et aux plateformes de développement devront :

- *Comprendre un mécanisme de redondance avec liaison de secours, et d'un engagement de de haute disponibilité contractualisé auprès d'un opérateur télécom.*
- *Disposer d'une capacité suffisante pour couvrir l'ensemble des besoins associés aux flux d'accès FranceAgriMer.*

4 Besoins d'échanges avec FranceAgriMer

4.1 Matrice des flux

Exigence : La matrice de flux est établie à l'initialisation du centre de services, en concertation avec les équipes techniques de FranceAgriMer. Le titulaire doit veiller à la bonne implémentation des règles d'accès dans ses équipements de sécurité, et au maintien dans le temps de la matrice de flux.

Flux à destination de FranceAgriMer depuis le site sûr.

Serveurs	Localisation	Services	Fonction

Flux à destination du SI du titulaire depuis le site sûr.

Serveurs	Localisation	Services	Fonction

5 Sécurité physique des locaux

Adresse du site sûr

Nom et coordonnées du responsable du site

Nom et coordonnées du responsable informatique du site

5.1 Principes

5.2 Plan du bâtiment

5.3 Modalité d'accès aux locaux dédiés FranceAgriMer

5.4 Système de surveillance et protections contre le vol

Le titulaire précise les modalités et dispositifs de surveillance et protection contre le vol.

5.5 Protection électrique

Le titulaire précise les modalités et dispositifs de protection électrique.

5.6 Protection climatique

Le titulaire précise le cas échéant les modalités et dispositifs de protection électrique.

5.7 Protection incendie

Le titulaire précise les modalités et dispositifs de protection incendie.

5.8 Responsabilités

Le tableau ci-dessous décrit les personnes habilitées et leur rôle.

Nom	Fonction	Société	Coordonnées

6 Contrôle d'accès au SI local

6.1 Gestion des accès aux postes de travail

Exigence : Les seules personnes autorisées à se connecter aux postes de travail sont celles amenées à travailler sur les projets de FranceAgriMer, et celles en charge d'exécuter des actes d'administration/maintenance sur ces postes.

Exigence : La liste de ces personnes sera ajoutée en annexe de ce document, et mise à jour régulièrement. Elle devra préciser le nom, mais également la fonction de chaque personne. Elle devra préciser également si ces personnes ont accès aux traces mentionnées en 2.1.

6.2 Gestion de l'accès au réseau FranceAgriMer et à internet

Précisé en 2.3.1

6.3 Gestion des mots de passe

Exigence : Le titulaire précisera la politique de gestion des mots de passe envisagée. Celle-ci doit inclure une période d'expiration, et des règles de complexités.

6.4 Gestion des correctifs

Exigence : Le titulaire précisera sa politique de « patch management ».

6.5 Dispositions antivirales

Exigence : Tous les postes (et éventuellement serveurs) du CDS devront bénéficier d'une protection antivirale. Le titulaire précisera la solution, ainsi que la politique de gestion associée.

6.1 Applicatifs des postes de travail

Exigence : La liste des applicatifs installés sur les postes de travail prendra pour base le socle applicatif défini par FranceAgriMer pour les postes de développement. Le titulaire pourra installer d'autres outils, mais la liste de ces outils complémentaires devra être publiée dans le présent document, être tenue à jour, et sera soumise à l'approbation de FranceAgriMer.

Applicatifs des postes de travail.

Outil	Version	Editeur	Usage

6.2 Confidentialité des informations sensibles FranceAgriMer

Exigence : Toutes les données de FranceAgriMer sont réputées sensibles, et ne doivent être utilisées que dans le cadre des opérations nécessaires à la réalisation des prestations confiées par FranceAgriMer. En particulier, les données ne peuvent être diffusées, transférées, partagées à un tiers sans l'accord préalable de FranceAgriMer.

6.3 Procédure d'exploitation des équipements sensibles

Exigence : Le titulaire précisera sa politique de gestion et d'administration des équipements sensibles, et notamment, des équipements de filtrage réseau.

7 Organisation de la sécurité

Le titulaire précise dans ce chapitre l'organisation de la sécurité du centre de services, les plans de sécurité et qualité en vigueur, ainsi que les procédures en vigueur pour la gestion de la continuité d'activité et des incidents de sécurité.

7.1 Documents de référence

7.2 Gestion des procédures

7.3 Continuité de service

7.3.1 Sauvegardes

7.3.2 Dispositifs de continuité et Plan de reprise d'activité

7.4 Gestion des incidents de sécurité

7.5 Suivi du niveau de sécurité

7.6 Evolution du document

8 Modalités d'adaptation de l'organisation du CDS vis-à-vis de l'épidémie Covid-19

Le Titulaire précise dans ce paragraphe les réponses (moyens et organisation) prises ou pouvant être déclenchées par le Titulaire pour s'adapter aux mesures prises par le Gouvernement pour faire face à l'épidémie Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Exigence : cf. paragraphe 3.2 Le titulaire doit mettre en place un dispositif d'accès distant de secours pour les collaborateurs du CDS intervenants sur les prestations de FranceAgriMer aux ressources du CDS prévues pour les prestations. Ce mode d'accès distant doit pouvoir être activé en cas de mise en place par le Gouvernement de mesures générales dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

9 Modalités de réalisation des audits

FranceAgriMer dispose au terme des clauses de l'accord-cadre (cf. CCAP et CCTP) d'un droit d'audit sur les prestations réalisées par le Titulaire ainsi que sur l'ensemble des moyens mobilisés par le Titulaire pour la réalisation des prestations réalisées, parmi lesquels ses centres de service.

Le titulaire précisera le cas échéant les modalités pratiques de réalisation d'audit, en veillant à ce qu'elles soient bien conformes aux engagements pris en la matière dans les documents techniques de l'appel d'offres.

Fin du document